

## Mark Zuckerberg demande de l'aide aux gouvernements afin de mieux réguler les contenus sur Internet



Le dirigeant de Facebook, Mark Zuckerberg, souhaite que les régulateurs et les gouvernements jouent un rôle beaucoup plus actif dans le contrôle du contenu sur Internet. Il vient de publier une tribune dans le Washington Post et dans de nombreux journaux.

Avec Atlantico  
Rédaction

Mark Zuckerberg s'est exprimé sur la délicate question de la surveillance des contenus sur Internet. Facebook est au cœur d'une vive polémique suite à la publication et la diffusion en direct de la vidéo de l'attaque de Christchurch en Nouvelle-Zélande.

Le dirigeant du leader des réseaux sociaux a publié un [éditorial dans le Washington Post](#). Il aborde notamment cette question. Mark Zuckerberg indique que la responsabilité de surveiller les contenus préjudiciables et sensibles était trop lourde pour les seules entreprises du numérique. Il appelle les pouvoirs publics dans le monde à jouer un "rôle plus actif" afin de réguler Internet.

Mark Zuckerberg aspire à ce que de nouvelles lois et des dispositions soient prises dans quatre domaines : *'contenu préjudiciable, intégrité électorale, confidentialité et portabilité des données'*.

La tribune de Mark Zuckerberg a été [dévoilée dans les colonnes du JDD](#) ce week-end :

*"Je suis convaincu que les gouvernements et les régulateurs doivent jouer un rôle plus actif. Faire évoluer la régulation d'Internet nous permettra de préserver ce qu'Internet a de meilleur - la liberté pour les gens de s'exprimer et l'opportunité pour les entrepreneurs de créer - tout en protégeant la société de préjudices plus larges. (...) Les règles régissant Internet ont permis à une génération d'entrepreneurs de créer des services, qui ont changé le monde et créé beaucoup de valeur dans la vie des gens. Il est temps d'actualiser ces règles afin de définir clairement les responsabilités des personnes, des entreprises et des gouvernements".*

Le dirigeant de Facebook a également dévoilé un nouvel ensemble de règles qui pourraient améliorer le rôle des entreprises des nouvelles technologies.

Ces nouveaux dispositifs devraient s'appliquer à tous les sites Internet selon lui afin de pouvoir plus facilement empêcher le *'contenu préjudiciable'* de se propager trop rapidement sur les différentes plateformes.

Cette lettre ouverte de Mark Zuckerberg pourrait donc faire évoluer les mentalités et déboucher sur des mesures concrètes dans les mois et les années à venir.

---

Mark Zuckerberg souhaite donc que des règles communes soient appliquées pour tous les réseaux sociaux afin de contrôler les diffusions et les publications.

Les grandes entreprises dans le domaine des nouvelles technologies pourraient être amenées à publier un rapport de transparence tous les trois mois.

Des lois plus strictes pourraient également être adoptées afin de protéger et de garantir l'intégrité des élections avec des normes communes déployées pour tous les sites Internet afin de pouvoir clairement identifier les acteurs politiques.

De nouvelles normes devraient être déployées concernant la manière dont les campagnes politiques pourraient utiliser les données personnelles afin de cibler les électeurs sur Internet.

Plus de pays pourraient être encouragés à adopter des lois sur la vie privée à la manière du règlement général sur la protection des données de l'Union européenne, entré en vigueur le 25 mai 2018. Des amendes sont prévues pour les entreprises ne respectant pas la vie privée des utilisateurs de leurs services.

Des restrictions liées à la diffusion en direct pourraient être prises notamment.

Mark Zuckerberg aspire donc à des changements de grande ampleur à travers la publication de cette tribune.